

Daniel POPULAIRE

Employé à la Sécurité Sociale
Délégué syndical G.G.T. - F.O.
Conseiller prud'homme
Ancien Combattant — Prisonnier de Guerre
Secrétaire de la section de Creil du P.S.U.

Suppléante:

Marie-Thérèse RÉGNIER

Institutrice pour enfants inadaptés Conseillère municipale de Chambly

Habitants de la Circonscription :

- Où en sont:
- la sécurité de l'emploi ?
- le droit syndical dans l'entreprise?
- Avons-nous suffisamment d'écoles et de maîtres pour tous nos enfants?
- Après le travail ou l'école, que pouvons-nous offrir à nos jeunes ?
- Sommes-nous satisfaits de la presse, de la radio et de la télévision ?
- Travailleurs de la ville et de la campagne, nous a-t-on consultés :
 - o pour « planifier » le développement de notre région ?
 - pour « réformer » la Securité Sociale ?

A toutes ces questions, les réponses sont trop faciles et toutes négatives.

NOUS NE SUPPORTERONS PLUS que sous prétexte d'expansion et de progrès :

- des usines ferment
 - des travailleurs soient en chômage
 - des sections syndicales soient muselées.

NOUS REFUSONS D'ADMETTRE

- que les écoles manquent de maîtres
 - que l'enseignement technique soit sacrifié
 - que la démocratisation de l'enseignement soit un vain mot
- que les rues et les champs servent de clubs et de stades à nos enfants.

NOUS EN AVONS ASSEZ d'être intoxiqués par une information dirigée.

NOUS NE VOULONS PLUS que l'élan de notre région soit brisé par une décentralisation arbitraire.

NOUS NE VOULONS PLUS être des OBJETS ni des CONSOMMATEURS.

NOUS EXIGEONS d'être RESPONSABLES à tous niveaux : lieux de travail, collectivités locales et régionales.

Le P.S.U. vous propose ce renouveau Votez P.S.U. Votez POPULAIRE

SUBOTIONS LEGISLATIVES 1968

La crise de mai est une colère populaire. La jeunesse du pays, ses ouvriers, ses techniciens, ses cadres, ses étudiants, ses enseignants, ses artistes, ses paysans, ont tous tenu le même langage: « Nous ne voulons plus travailler selon la volonté des autres et pour leur profit. »

Cette démonstration de force, pacifique tant que la police n'a pas cherché à y faire obstacle, n'a pas encore changé le pouvoir. Mais l'exigence demeure. Elle pourra être victorieuse quand les organisations traditionnelles de gauche, prudentes et étonnées, céderont devant la vigueur du courant. Pour renforcer ce courant, le P.S.U. propose :

- L'économie passe aux mains des travailleurs pour être à leur service ; crédit et monnaie sont contrôlés : les paysans deviennent maîtres des produits agricoles et de leur vente.
- L'université est reconstruite à partir de ses conquêtes : critique collective de l'enseignement, autonomie de décision et d'organisation, liberté en un mot.
- La culture, libérée elle aussi, n'est plus un produit que l'on vend ; sa création continue résulte d'une union étroite avec le public ; associations et centres culturels, services publics, éditions, concourent à cette coopération créatrice.
- La liberté seule commande l'information : la radio-télévision autonome, les moyens de presse dans les offices nationaux relèvent d'une gestion démocratique qui les ouvre à tous les courants.
- Pas de construction intérieure sans action internationale : contre la domination de l'impérialisme américain, contre la division en blocs, pour une construction européenne respectant le rythme de chaque pays, et solidaire des luttes du Tiers-Monde.
- La liberté responsable commence tout de suite : comités populaires bien informés dans les universités, les entreprises, les localités ; institutions locales qui décolonisent vraiment la province.

Cette plateforme aujourd'hui n'est pas acceptée par tous. Seule pourtant elle unira bientôt ouvriers, techniciens, cadres, paysans, étudiants, enseignants, artistes, contre les appareils, pour le socialisme dans la liberté; cela commence dès maintenant.

NOUS ME VOLLONS PLUS que l'élan de notre région sont brisé par une

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

VILLES CANDIDATS.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Voier P.S.U.